

**Petit déjeuner avec M. Jean-Michel Marlaud, ambassadeur de France à Kaboul
EuroDéfense, Paris, 22 mars 2016**

« L'Afghanistan, quatre mois avant le sommet de l'OTAN »

On parle moins de l'Afghanistan en ce moment, il est pourtant bien présent dans les problématiques actuelles (terrorisme, migrations – les Afghans constituent la deuxième nationalité parmi les émigrants vers l'Europe). Au sommet de l'OTAN à Varsovie, les 8 et 9 juillet prochains, il sera notamment question de l'avenir de la présence internationale dans ce pays. On parlera de nouveau du sujet les 5 et 6 octobre à la conférence des donateurs de l'aide civile à Bruxelles.

1/ Quelle est la situation sur le terrain ?

L'insurrection, pour employer un terme générique plutôt que les mouvements antigouvernementaux, **est plus fragmentée et plus agressive que jamais.**

Au sein même des talibans, la mort du mollah Omar a déclenché en juillet 2015 une guerre de succession ; puis la question a été tranchée : c'est le mollah Mansour qui est reconnu, quoiqu'il ait été contesté par le fils et le frère d'Omar. Autre leader, le mollah Rassoul, rallié à Dadullah (mort maintenant), installé en Afghanistan. Enfin Zaker, ancien chef de la branche militaire des talibans, adversaire de Mansour, installé dans le sud et soutenu par l'Iran, officiellement rallié maintenant à Mansour.

Conséquences de cette fragmentation :

- les militaires pensent qu'elle leur est bénéfique ;
- le dialogue avec le gouvernement est inexistant ;
- s'il devait y avoir un accord de réconciliation, il serait faible.

Al Qaïda : le mouvement ne représente plus que quelques dizaines de personnes isolées. Cependant quand les forces de la FIAS se sont retirées, Al Qaïda a disposé de camps d'entraînement.

Troisième composante : les combattants étrangers, soit Ouïgours, soit Ouzbeks, mais aussi Tadjiks, Tchétchènes, etc. constituent des groupes qui ont franchi la frontière et sont en Afghanistan. Il est difficile de connaître leurs intentions. Vont-ils s'installer ? En tout cas, il y en a plus qu'auparavant.

Quatrième composante : Daesh, oui ou non en Afghanistan ? Réponse oui, des gens s'en réclament à l'est (Nangarhar). Ce sont des combattants locaux, de la tribu mohmand. Mais il n'y a pas de volonté délibérée de Daesh de s'installer en Afghanistan. Ils ont par ailleurs subi des échecs sanglants (opérations militaires, réactions spontanées des populations, frappes américaines). Mais la région est sensible (cf. les écrits sur le Mahdi qui doit venir de l'est de l'Afghanistan, inquiétudes des pays d'Asie centrale sur le retour des djihadistes dans le « ventre mou »). Enfin il y a un risque de prise de contrôle idéologique : on a vu les étudiants de l'université de Nangarhar brandir le drapeau de Daesh.

L'insurrection est plus agressive depuis 2015, première année suivant l'annonce du retrait progressif des forces de l'OTAN. Cette agressivité prend différentes formes :

- extension géographique : le nord est aussi visé (cf. prise de Kunduz en septembre-octobre dernier, ancien bastion taliban) ;
- accaparement possible d'une ville : Kunduz, par exemple ;
- tentative de contrôle des esprits : lorsque l'Institut français a été attaqué, des communiqués ont condamné l'« étranger » pour justifier cet acte. Lors de la prise de Kunduz, des listes de gens à tuer ont été établies. Enfin on s'en prend aux journalistes et aux chaînes de télévision (deux chaînes avaient rendu compte de viols à Kunduz, les talibans les ont niés, déclarant ensuite que désormais les télévisions et les journalistes seraient visés par les attaques. Un attentat a peu après tué sept journalistes dans un minibus) ;
- l'objectif des talibans reste le sud : le Helmand, zone historique et zone de production de drogue. La volonté est inchangée de saigner les militaires afghans et de couper Kandahar du reste du territoire.

Les faiblesses côté gouvernemental.

Quand on les interroge, la réponse immuable des militaires est : « on est dans l'impasse » ou encore « on est dans une situation fragile ».

Les succès de l'insurrection ont correspondu à l'échéancier du retrait des troupes de l'OTAN, le retrait complet ayant été annoncé pour fin 2016, correspondant aux impératifs de la politique intérieure américaine.

On a donc annoncé que le retrait d'Afghanistan allait être un succès. Mais s'il y a des faiblesses côté talibans (rejetés par la population – tout le monde a fui de Kunduz), il y a aussi des faiblesses du côté des forces de sécurité afghanes, en particulier dans trois domaines : le soutien aérien, l'exploitation du renseignement, la logistique. L'étendue de la corruption doit être soulignée, dans le domaine des marchés mais aussi des soldats fantômes que l'on paie. Il n'y a pas de chaîne de commandement véritable, à cause du pouvoir des seigneurs de guerre locaux. Le taux d'attrition est fort à cause du retrait des forces de l'OTAN, des fins de contrat ou de la désertion.

Cependant des leçons sont tirées, on réorganise des forces sur place et on change de méthode en réduisant les check-points inutiles. L'idée est d'avoir des forces plus mobiles. Mais il est difficile de supprimer un check-point, la population locale assimilant cette suppression à un abandon et à un échec des troupes afghanes.

2/ La situation politique s'est dégradée.

L'élection présidentielle de 2014 a abouti à un accord de coopération imposé aux deux « vainqueurs » par les USA et à un gouvernement d'union nationale, mais le poste de « chef de l'exécutif » qui a été créé n'est pas dans la Constitution ; il y a blocage entre les deux têtes de l'exécutif, Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah. Le Parlement est prolongé depuis plus d'un an. Les deux hommes s'opposent sur les nominations, ce qui aboutit à des situations invraisemblables : le ministre de la Défense comme le chef des renseignements ont été nommés à titre intérimaire.

Il y a risque d'explosion sociale dans la rue et émigration. 20 % du million de migrants vers l'Europe sont afghans. Ce sont des migrants économiques ou des personnes déçues par le régime ou enfin des personnes n'habitant pas en Afghanistan même. Pour le gouvernement afghan l'émigration est une soupape de sécurité mais qui provoque des tensions très vives.

Montée de la violence : en novembre 2015, après la décapitation de sept Hazaras, la foule a envahi le palais présidentiel. La situation aurait pu dégénérer.

Le gouvernement a perdu sa légitimité du fait de l'opposition constante entre ses deux têtes. La doctrine des héros moudjahidines ayant combattu contre l'URSS est remise en cause. Ashraf Ghani s'est entouré d'anciens communistes et les moudjahidines ont réagi violemment. Sont évoquées la nécessité de réunir une loya jirga (assemblée traditionnelle) pour mettre en place une administration provisoire et la tentation d'un coup d'Etat. Un risque de réarmement des milices et le rôle négatif joué par les acteurs régionaux (Iran, Russie) qui pensent que les talibans peuvent aider à la lutte contre Daesh sont à souligner.

3/ La réconciliation.

Les perspectives sont lointaines. Le rapprochement avec le Pakistan a échoué. Sous l'égide des contacts à quatre, une seule rencontre directe à deux a eu lieu. La question est de savoir ce que veulent les talibans : entrer dans la négociation ou s'en tenir à répéter leur propagande ? La communauté internationale avait fixé des lignes rouges : le respect de la Constitution et la prise de distance des talibans par rapport au terrorisme international. Or les talibans ne respectent pas cette ligne rouge, on l'a vu à la suite des attentats contre « Libération » et en novembre à Paris : la France a été à ces occasions condamnée par les talibans. Al Qaïda a fait allégeance au mollah Mansour, dont un des adjoints, Haqqani, dirige le réseau terroriste qui frappe le plus en Afghanistan.

Finalement les Pakistanais sont ils décidés à changer de politique ou non ?

4/ Les principales questions qui se poseront au sommet de l'Otan à Varsovie.

Le terrain peut évoluer en Afghanistan d'ici juillet mais les points essentiels à examiner sont :

-l'avenir du financement des forces de sécurité afghanes. Elles coûtent 5 milliards\$ par an, payés par les « amis de l'accord de Chicago » . En principe le programme s'achève fin 2016 mais il sera reconduit. (l'Europe pour sa part finance le LOTFA, qui soutient la police. La France ne participe pas à l'accord de Chicago).

- après la FIAS, il a été mis en place « Resolute Support (RSM) » pour la formation et le soutien logistique, en principe jusqu'à fin 2016 et de 12 000 hommes, les forces armées étrangères devaient passer à 1 000. Un 3^e accord devait suivre, après FIAS et RSM. Mais, en novembre 2015, Obama a changé de position : la diminution des effectifs militaires, telle que prévue, n'est plus soutenable. Le Général Nicholson,

nouveau commandant en chef américain et patron du RSM vient d'arriver. Il doit, dans les trois mois, faire des propositions. Dans ces conditions, le sommet de Varsovie sera synonyme de compromis en matière de transition.

- faut-il changer de tactique pour soutenir les forces de sécurité afghanes ? Les Américains ont changé (cf dans le Helmand, relève de 150 hommes par 500), officiellement sans mission de combat. Mais, à chaque mort d'un soldat américain, le débat au Congrès peut se rouvrir.

- les conditionnalités : les deux rencontres (Varsovie puis Bruxelles pour le financement civil) vont se faire concurrence. L'aide civile représente 4 milliards\$.

- la question des migrants : l'Afghanistan doit respecter le retour des migrants. En réalité il empêche ce retour, ce qui suscite l'ire de la Grande-Bretagne et des pays nordiques.

- trois angles morts ne sont pas traités : la soutenabilité du système, l'avenir de la police (la mission de formation d'Europol se termine fin 2016), la drogue et le narcotrafic (la France, qui préside le mini-groupe de Dublin, demande qu'on en parle à Bruxelles).

Conclusion : la situation n'est pas bonne mais ne doit pas être jugée à l'aune d'expectatives irréelles qu'on avait pu formuler. 2014, « année de transition » n'est pas finie, en quelque sorte. La page n'est pas tournée.

Aux différentes questions qui ont été ensuite posées à l'orateur, les éléments de réponse suivants ont été apportés :

Bilan des interventions de l'OTAN, de l'UE et de la France : La principale difficulté est qu'il y a eu changement d'objectifs. En 2001, il s'est agi d'éliminer Al Qaïda et les talibans sans préoccupation de reconstruire le pays. Les enquêteurs financiers officiels américains (le SIGAR) se sont indignés : l'Afghanistan a coûté aussi cher que le plan Marshall. La comparaison n'est pas pertinente. Tout a été à construire même si on a commencé par les forces de sécurité. Autres problèmes : l'absence de fermeté sur les conditionnalités et la corruption générale, on a été trop faible. On n'a pas, par ailleurs, pris la mesure de la question de la drogue (la Grande-Bretagne, qui était chef de file, n'a pas agi, les USA non plus) : le Helmand n'est que pavot et taliban ! Des milliers de gens ont intérêt à ce que guerre et production de drogue continuent.

Quant à l'UE, Eupol (qui se termine fin 2016) a été critiqué par les Français : trop de places pour les pays nordiques, qui ne se sont intéressés qu'à la police de proximité mais, si nous avons critiqué, nous n'avons pas pour autant nommé des gens compétents. En bilatéral, nous avons investi dans la gendarmerie mais c'est très fragile (il ne reste plus qu'un conseiller auprès du patron de la gendarmerie). En réalité, les réunions multilatérales qui comptent à Kaboul sont celles qu'organise le représentant du SG des Nations Unies : l'action de l'UE s'inscrit dans ce cadre. L'UE finance les salaires des policiers et la santé via la Banque Mondiale mais elle manque de visibilité.

La France? Nous disons qu'elle a un rôle important...mais nous sommes 18ème donateur et les engagements du traité d'amitié ne sont pas tenus. Comparées à la France, Finlande et Suède sont, elles, importantes. Nous ne sommes ni « amis de Chicago », ni dans le RSM. Toute l'aide civile se fait en 5+3, où nous ne sommes pas. Nous participions pour 4 millions€ à un programme de la Banque Mondiale, nous l'avons arrêté sans concertation. On fait donc de notre mieux pour être légitimes : on valorise le mini-groupe de Dublin, de même que la Cop 21 et ses suites.

Coopération franco-allemande à Kaboul ? Pour les Allemands, l'Afghanistan est un sujet majeur. On travaille donc à minimiser les désaccords s'il y en a (Eupol). Un déjeuner trimestriel entre les deux équipes est organisé. Travail en commun sur les affaires culturelles (l'attentat contre l'institut français du 11 décembre a eu lieu à l'occasion d'une manifestation franco-allemande) . On a créé un prix franco-allemand il y a trois ans pour désigner la femme afghane de l'année.

L'influence de l'Inde et du Pakistan ? Le Président Karzaï a essayé en mai 2013 le dialogue avec les talibans. Ce fut fait de façon désordonnée et il s'est mis dans les mains des Pakistanais. Son successeur, Ashraf Ghani, a eu un langage plus clair : plutôt que de traiter avec les marionnettes, traitons avec le

marionnettiste, le Pakistan. D'où plusieurs efforts : des voyages, y compris à Rawalpindi, des cadets formés au Pakistan, l'affirmation que l'Afghanistan ne serait pas un sanctuaire pour les Pakistanais. Mais il n'a pas bougé sur les sujets « tabous ». Les Indiens ont regardé, ont été un peu froissés et sont restés dans l'attentisme. A l'été 2015, a eu lieu la rencontre de Murree entre généraux afghans et talibans. Mais la mort du mollah Omar et des attentats à Kaboul ont amené le président afghan à arrêter ses tentatives . Une quadrilatérale essaie cependant de faire avancer les choses.

Pour sa part, Modi est venu inaugurer les locaux du Parlement à Kaboul, financés par l'Inde. Il s'est arrêté au retour à Lahore mais le consulat général de Mazar-E-Charif a été attaqué... L'Inde reste le grand ami. 5 hélicoptères de combat viennent d'être livrés, sans réaction des Pakistanais.

Le rôle des ONG ? Les ONG internationales ont un rôle important, en particulier les françaises. Il y a aussi beaucoup d'ONG afghanes. Les secteurs concernés sont l'éducation, le développement rural, la santé. Des partenariats efficaces permettent une action et une présence bien réelles (exemple : l'Institut médical français pour l'enfance avec la « chaîne de l'espoir », l'Aga Khan, l'Etat français). Des associations comme « Mères pour la paix », Madera, Afghanistan libre sont citées.

Ces ONG ont deux problèmes : la chute des financements et la bureaucratie qui les accompagne (l'AFD s'intéresse seulement à des projets importants et 50 % d'autofinancement sont exigés) et par ailleurs l'accès à certaines zones (l'action humanitaire se réduit).

L'Iran ? Il s'agit de veiller à ce que l'Iran n'ait pas une influence négative sur le cours des choses. Jusqu'ici, ils ont été plutôt constructifs. La levée des sanctions contre l'Iran devrait bénéficier à l'Afghanistan comme à nos entreprises. A signaler la concurrence entre deux projets de ports en eaux profondes : Chabahar en Iran, financé par les Indiens et Gwadar au Pakistan, financé par les Chinois. La question des réseaux énergétiques est centrale avec deux projets également concurrents (le TAPI, Turkménistan, Afghanistan, Pakistan et Inde), et un autre via le Bélouchistan. Autre projet : le raccordement du réseau ferroviaire chinois au réseau européen en passant par l'Iran. Il y a eu discussion sur l'écartement des voies et semble-t-il accord sur l'écartement européen, donc ça progresse mais les Chinois dessinent aussi d'autres itinéraires.

La Russie ? Elle ne joue pas un rôle positif. Elle agite « l'épouvantail afghan ». Elle affirme qu'elle veut rester présente au Tadjikistan comme dans d'autres pays d'Asie centrale. En matière de drogue, une bonne partie de l'héroïne afghane part vers le nord, les Russes sont de gros consommateurs. Moscou veut jouer un rôle dans ce domaine (la Russie dirige l'ONUSUD). En réalité, les Russes seraient contents d'un échec complet de l'OTAN en Afghanistan. Ils se montrent très critiques et ne proposent rien (ils ont cependant des contacts avec certains talibans)/.